

## Europe: le projet allemand et nous

*Avec les propositions de la CD U et de la CS U, nous sommes loin de l'Europe des patries...*

LE POUVOIR POLITIQUE allemand nous informe qu'il désire un débat clair et ouvert sur l'avenir de l'Europe. Et cela avant la Conférence intergouvernementale de 1996 qui, selon le Traité de Maastricht, doit repenser les structures européennes. En effet, il est bien temps qu'un tel débat soit engagé et il est heureux que les principaux partis politiques allemands, la CD U et la CS U, l'aient ouvert en publiant leurs *Réflexions sur la politique européenne*.

Voici quelques-unes de leurs propositions, qui me semblent mériter approfondissement. Ils demandent que l'Europe s'érige en « *Etat fédéral*»; que le Parlement européen en devienne l'organe législatif, partageant cette autorité avec le Conseil qui serait, lui, transformé en une seconde Chambre; et que la Commission exerce « *les attributs d'un gouvernement européen* ». De plus, ils affirment qu'il « *est essentiel qu'aucun pays ne puisse opposer son veto*» pour bloquer les efforts d'autres pays tendant à l'intégration.

Le rapport contient deux apartés qui attirent l'attention. En décrivant l'état d'esprit régnant en France, ils déplorent que l'idée ait « toujours cours selon laquelle il est impossible de renoncer à la souveraineté de l'Etat-nation, alors que celle-ci, depuis longtemps, ne constitue plus qu'une enveloppe vide ». Et ils nous informent que, « si l'intégration européenne ne devait pas évoluer dans ce sens, l'Allemagne pourrait ( ... ) être amenée *ou incitée à établir seule et par les moyens traditionnels la stabilité en Europe de l'Est ...* ». Bien évidemment, ces propos sont enrobés de douceurs apaisantes, mais ils ne diminuent en rien leur portée profonde.

Le projet allemand pour l'Europe est clair: il consiste en un Etat supranational avec une Chambre des députés, un Sénat et un gouvernement; la souveraineté nationale demeurant donc, selon eux, une simple enveloppe vide.

Ce projet est confirmé par la détermination d'imposer une monnaie unique à l'Europe. Chacun sait bien que l'objectif principal de la monnaie unique n'est pas économique mais politique. La monnaie est le reflet et l'instrument de l'économie. Une monnaie unique doit évidemment dépendre d'une autorité unique qui doit appliquer une politique économique unique qui doit être dirigée par un gouvernement unique et donc, bien sûr, par le gouvernement de l'Etat unitaire européen désiré par l'Allemagne.

### ***L'Europe de la soumission***

Qui plus est, la proposition de combler le déficit démocratique européen en accroissant les pouvoirs du Parlement européen représente un autre exemple de la tactique employée pour s'acheminer vers l'Etat européen unitaire de façon insensible mais irréversible. Qui pourrait douter que la montée en puissance du Parlement européen constitue un pas important vers la démocratisation de l'Europe. Mais la réalité est toute différente.

Le Parlement européen est une institution conçue pour offrir à la Commission un déguisement démocratique. Lorsque la Commission est en désaccord avec le Conseil, il est évident pour chacun qu'il s'agit d'un affrontement entre technocratie et démocratie. C'est dans ce cadre que vient s'insérer le Parlement européen. Dominé par les démocrates-chrétiens et par les socialistes, il partage avec la Commission la même vision d'une Europe supranationale. Et, comme la Commission, il a ses ennemis qui sont les mêmes: les institutions démocratiques nationales. Le pouvoir de la Commission et du Parlement européen est fonction de la faiblesse de celui des instances démocratiques nationales.

C'est ainsi que, en contrepartie du travestissement démocratique apporté par le Parlement à la Commission, celle-ci propose d'accroître le pouvoir du Parlement européen.

Il y a ceux qui sont prêts à abandonner l'Europe construite sur le socle de ses nations, l'Europe qui érige en principe fondamental la décentralisation de tous les pouvoirs assumables par la famille, la localité, la région et la nation. Ils sont prêts à se résigner et à accepter une Europe supranationale et centralisée, celle qui éteint ainsi la souveraineté et l'identité même de chacune des nations qui la constituent.

Nous sommes bien loin de l'Europe des patries et proches de celle de la soumission.